



14.09.2017 17:00:00 SDA 0177bsf  
WO / Genève (ats)  
Politique, Gouvernement, 11099500, 11099000

## La Suisse veut accueillir un centre mondial sur l'eau et la paix

La Suisse veut accueillir à Genève un "Observatoire mondial pour l'eau et la paix". Elle lance cette proposition recommandée par un panel international, porté notamment par Berne, dans son rapport final présenté jeudi.

Cet observatoire devra notamment contribuer à la "coordination" de tous les acteurs en matière de diplomatie de l'eau, estime dans le rapport final le président du panel, l'ex-président slovène Danilo Türk. Pour la prévention des tensions mais aussi la facilitation de médiations. M. Türk déplore le manque de coopération bilatérale entre Etats dans les bassins hydrographiques où celle-ci serait la plus utile.

Selon l'ambassadeur suisse auprès de l'ONU à Genève Valentin Zellweger, "Genève est hautement" adapté pour accueillir cette institution. Parce que la ville rassemble tous les acteurs du secteur dans un environnement plus "technocrate que politique", a-t-il dit devant quelques journalistes. Genève serait un lieu "naturel", renchérit M. Türk.

### Risque de conflits

Dans les 25 prochaines années, les besoins en eau pour l'agriculture vont augmenter de 50%. "La raréfaction et la détérioration de la qualité de l'eau constituent un multiplicateur toujours plus prononcé des risques de conflit", selon le rapport.

L'eau douce ne constitue que 2,53% de celle qui se trouve dans le monde. Et deux tiers de cette eau sont gelés. Par ailleurs, plus de 90% de l'eau douce est sous-terraine.

Lors du lancement de la commission il y a deux ans, le conseiller fédéral Didier Burkhalter n'avait pas caché sa volonté de faire de Genève "un centre international pour la diplomatie de l'eau". Outre l'accueil de la première des quatre réunions du panel de haut niveau, la Suisse a financé un secrétariat à Genève en soutien à ces activités.

### Financement durable

Une participation suisse était également garantie dans la commission de quinze membres avec la présence de la professeure à l'Université de Genève Laurence Boisson de Chazournes.

Selon M. Türk, les deux Conventions de l'ONU liées aux cours d'eau et aux lacs offrent une "bonne plateforme". Mais celle-ci doit être complétée par d'autres mesures comme un système mondial de récolte de données sur l'eau et des instruments financiers durables et innovants.

Parmi les principales recommandations, le groupe d'experts demande à l'Assemblée générale de l'ONU d'organiser une conférence mondiale sur la coopération internationale en matière d'eau. Cette réunion doit aboutir à un cadre et un plan d'action.

### "Cessez-le-feu" pour l'eau

De son côté, le Conseil de sécurité est prié d'établir une résolution pour la protection des ressources aqueuses dans les conflits. Ce document devrait notamment reconnaître l'eau comme "instrument vital pour l'humanité" et encourager à des "cessez-le-feu pour l'approvisionnement en eau".

D'autres institutions sont souhaitées comme une instance internationale indépendante de récolte de données et un mécanisme de surveillance du respect du droit international humanitaire (DIH). Ou encore un dispositif de réaction rapide dans les conflits pour l'envoi de spécialistes militaires dans la reconstruction des infrastructures



d'eau potable.